

ROBERT FINGER, ÉCONOMISTE AGRICOLE

«La gestion du risque joue un rôle primordial sur une exploitation»

L'enquête annuelle d'Agroscope sur le revenu agricole a révélé une baisse de 6,1% pour 2015. Pour Robert Finger, professeur en économie agraire à l'EPFZ, les paysans gagneraient à mieux appréhender les fluctuations d'un marché toujours plus volatil.

En tant qu'économiste, estimez-vous que la baisse de 6% du revenu agricole est symptomatique de l'état de l'agriculture suisse, qui ne serait plus capable de générer des marges suffisantes?

► Non. Je n'irai pas jusque-là. Même s'il faut reconnaître que cette diminution du revenu agricole moyen d'une année à l'autre est toutefois révélatrice d'une mauvaise santé économique de l'ensemble de la filière agricole helvétique. À mes yeux, cependant, il serait plus intéressant d'envisager l'évolution du revenu sur une échelle de temps plus longue. Ce serait plus porteur de sens! En outre, l'analyse d'Agroscope a été effectuée sur une base de 2000 exploitations. Parmi elles, il y en a certaines en très bonne santé financière et d'autres en très mauvaise situation. Il s'agit donc de pondérer cette analyse.

Comment expliquez-vous cette baisse de revenu? Faut-il la mettre en relation avec les prix du marché?

► Il y a plusieurs éléments qui entrent en ligne de compte. La situation difficile sur le marché du lait joue évidemment un rôle prépondérant. Mais il ne faut pas sous-estimer les conditions de production et les phénomènes extérieurs, tels que les événements météorologiques extrêmes, qui sont également des facteurs de forte influence. À mes yeux, un des défis majeurs pour les paysans est de mieux maîtriser ces fluctuations de revenu au cours des années. Les raisons de ces variations sont difficiles à appréhender, voire, dans le cas du climat, impossibles à contrôler. C'est pour cette raison qu'il faut apporter des solutions aux exploitations pour les aider à mieux appréhender ces fluctuations. La gestion de risque, à l'échelle d'une exploi-



Pour l'économiste zurichois Robert Finger, la baisse du revenu agricole pourrait être enrayerée par une meilleure appréhension des marchés ainsi que par une meilleure intégration dans des filières créatrices de valeur ajoutée.

tation agricole, joue un rôle de plus en plus important.

Les conditions-cadres de l'agriculture suisse ne sont-elles pas aussi à remettre en cause dans cette baisse du revenu?

► Les paiements directs participent aujourd'hui à la stabilisation des revenus. Ils compensent, par l'intermédiaire des paiements directs rémunérant des services à la société comme les prestations écologiques et d'entretien du territoire, les prix des matières premières trop bas pour rémunérer le travail des paysans. Dans ce système, les interventions étatiques se superposent parfois aux signaux du marché, donnant ainsi de fausses incitations aux exploitants et pouvant entraîner des baisses de prix problématiques.

Dans le contexte actuel, les producteurs peuvent-ils raisonnablement augmenter leur revenu par leur seul travail?

► Oui. Il existe de nombreuses exploitations qui prouvent qu'en Suisse, la production de haute qualité offre des possibilités de générer des revenus. La condition, c'est de disposer d'une filière de mise en valeur efficace. Le potentiel pour les paysans suisses est immense!

La loi sur l'agriculture a pour objectif de «permettre aux exploitations de réaliser en moyenne un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques dans la même région». L'objectif n'est aujourd'hui clairement pas atteint. Est-ce que cela ne signifie pas un échec de la politique agricole actuelle?

► Tous les acteurs de la branche agricole, qu'ils soient économiques ou politiques, doivent tirer à la même corde et créer un environnement favorable pour que le producteur puisse obtenir un revenu. On aurait tort de mettre uniquement la faute sur le système de soutien! De leur côté, les exploitants doivent à tout prix développer leur esprit entrepreneurial pour répondre aux attentes des marchés et trouver ainsi le succès.

BIO EXPRESS

Robert Finger est l'actuel titulaire de la chaire d'économie et de politique agricole à l'EPFZ. Cet Allemand de 35 ans a effectué son doctorat et post-doc en économie agricole dans la haute école zurichoise en 2009. Avant d'y revenir, il a été enseignant aux Pays-Bas et Allemagne. L'objet de ses recherches porte aujourd'hui sur la gestion des risques dans l'agriculture, l'évaluation et la conception des politiques agricoles, les interactions durables entre exploitation et environnement durable et les mesures agro-environnementales.

De quoi pourrait s'inspirer notre politique agricole pour son développement futur?

► La politique agricole doit être plus légère et plus simple. Elle devrait concentrer davantage de forces à trouver des solutions pour pallier les fluctuations de revenus qui sont devenues une question clé en agriculture. En ce qui concerne la gestion des risques et de la volatilité, bien des pays sont largement en avance sur nous!

Cette baisse de revenu s'avère malheureusement récurrente, quelles sont à vos yeux les manières d'enrayer cette tendance?

► Parier sur la qualité et l'innovation, appliquer le modèle «du champ à l'assiette» sont à mon avis des recettes gagnantes qui permettront demain à un paysan de réussir. Il ne faut également pas hésiter à avoir recours aux nouvelles potentialités techniques, automatisation et numérisation en tête.

Et comment un agriculteur suisse pourrait-il aujourd'hui améliorer son revenu? Y a-t-il des secteurs plus porteurs que d'autres?

► Difficile de faire une recommandation standard qui fasse du sens, vu l'extrême diversité des entreprises agricoles dans notre pays. Ce qu'on observe en général, c'est que les entreprises intégrées dans une filière, qui cherchent à créer de la valeur, réussissent durablement. C'est même à mon avis en train de devenir une condition sine qua non!

En l'absence de paiements directs, à quoi ressemblerait la ferme type et comment fonctionnerait le modèle agricole helvétique?

► Bien des services demandés par la société et inscrits dans la Constitution ne seraient plus réalisés sans paiements directs: pas de biodiversité, de bien-être des animaux, de beaux paysages, etc. Soyons clairs: les paiements directs sont l'essence même du

modèle agricole helvétique. Cependant, je pense qu'à l'avenir le développement des marchés doit permettre de prendre le pas sur ces compensations étatiques.

Pourriez-vous nous citer au moins l'exemple d'un pays dont l'agriculture est performante, hors soutien étatique?

► La Nouvelle-Zélande, qui possède des conditions de production plus ou moins équivalentes à celles de la Suisse et dont les revenus agricoles proviennent uniquement du marché, sans aucun soutien du pays.

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE MULLER ■

DE QUOI ON PARLE

L'écart se creuse avec la population active

Le revenu agricole diminue et l'écart avec le salaire de référence se creuse. Telles sont les principales conclusions de l'étude récemment publiée par Agroscope qui a procédé à un dépouillement centralisé des données comptables de 2000 exploitations. Le revenu agricole – qui correspond à la différence entre les produits et les charges de l'exploitation – a en effet baissé de 6,1% en 2015 pour s'établir à 61 400 francs. Les revenus extra-agricoles des exploitations individuelles s'élevaient à 29 900 francs, soit 3,4% de plus par rapport à 2014. En ce qui concerne le revenu du travail (revenu agricole dont on déduit l'indemnisation du capital propre investi), qui rémunère la main-d'œuvre familiale: qu'on soit en plaine, en colline ou en montagne, les salaires sont plus bas que ceux relevés par l'Office fédéral de la statistique pour les employés des secteurs secondaire et tertiaire.

+ D'INFOS www.rapportdebase.ch

«La politique agricole suisse doit être plus simple et plus légère.»